

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/206948]

**6 NOVEMBRE 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, articles 4, § 4, 7 et 8, § 1<sup>er</sup> ;

Vu l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers;

Vu l'avis du conseil consultatif pour l'occupation des travailleurs étrangers n° 1/2014, donné le 20 février 2014;

Vu l'avis du conseil économique et social de Wallonie n° A 11.97, donné le 22 septembre 2014;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 1<sup>er</sup> septembre 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 septembre 2014;

Vu l'urgence;

Considérant que la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail a fait l'objet de modifications afin d'intégrer l'harmonisation des statuts d'ouvriers et d'employés, décidée dans le cadre de l'accord interprofessionnel;

Considérant que les modifications apportées à la loi du 3 juillet 1978 ont un impact sur la réglementation relative à l'occupation des travailleurs étrangers;

Qu'en effet, l'abrogation de l'article 67 de la loi de 1978 entraîne un vide juridique, car il est fait référence à cet article dans les articles 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 33°, 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, 7°, 15° et 15/1, alinéa 1<sup>er</sup>, b), de l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers;

Considérant que le Gouvernement fédéral a adopté, après avis du Conseil consultatif pour l'occupation des travailleurs étrangers, donné le 20 février 2014, un projet d'arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 9 juin 1999 précité afin d'intégrer la modification de la loi du 3 juillet 1978 précitée mais que celui-ci a été sanctionné et promulgué en date du 2 juillet 2014;

Considérant qu'à cette date, l'Autorité fédérale n'était plus compétente pour l'occupation des travailleurs étrangers dès lors que la Région l'est devenue, en date du 1<sup>er</sup> juillet 2014;

Considérant qu'il est impératif pour la Région wallonne et les entreprises concernées de déterminer, dans les meilleurs délais, le montant des rémunérations du personnel hautement qualifié, notamment, de nationalité étrangère, ce afin de privilégier la sécurité juridique des travailleurs concernés et des entreprises ayant introduit une demande d'autorisation d'occupation relative à ce personnel;

Vu l'avis n° 56.709/2 du Conseil d'Etat, donné le 13 octobre 2014, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 33°, de l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, inséré par l'arrêté royal du 12 septembre 2007 et modifié par l'arrêté royal du 28 mai 2009, les mots « indiqué à l'article 69 de la loi du 3 juillet 1978, calculé et adapté suivant l'article 131 de la même loi » sont remplacés par les mots « de 65.771 euros calculé et adapté conformément à l'article 37. ».

**Art. 2.** A l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 6 février 2003, 9 mars 2003, 12 septembre 2007, 23 décembre 2008 et 17 juillet 2012, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 6°, dans la première phrase, les mots « indiqué à l'article 67 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, calculé et adapté suivant l'article 131 de la même loi; » sont remplacés par les mots « de 39.422 euros calculé et adapté conformément à l'article 37; »;

b) au 6°, dans la dernière phrase, les mots « indiqué à l'article 69 de la loi précitée du 3 juillet 1978, calculé et adapté suivant l'article 131 de la même loi. » sont remplacés par les mots « de 65.771 euros calculé et adapté conformément à l'article 37. »;

c) au 7°, les mots « indiqué à l'article 69 de la même loi. Le montant précité est calculé et adapté suivant l'article 131 de la même loi; » sont remplacés par les mots « de 65.771 euros calculé et adapté conformément à l'article 37; »;

d) au 15°, les mots « indiqué à l'article 65, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 3 juillet 1978 précitée, calculé et adapté suivant l'article 131 de la même loi » sont remplacés par les mots « de 32.886 euros calculé et adapté conformément à l'article 37; ».

**Art. 3.** Dans l'article 15/1 du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 17 juillet 2012 et modifié par l'arrêté royal du 26 décembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le point b) est complété par les mots suivants : « calculée et adaptée conformément à l'article 37/1 »;

2° les alinéas 3 et 4 sont abrogés.

**Art. 4.** Le chapitre X du même arrêté, abrogé par l'arrêté royal du 6 février 2003, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Chapitre X. — Mécanisme d'adaptation des montants de rémunération ».

**Art. 5.** L'article 37 du même arrêté, abrogé par l'arrêté royal du 6 février 2003, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 37. Les montants de rémunération prévus aux articles 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 33°, 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, 7° et 15° sont adaptés chaque année, le 1<sup>er</sup> janvier à l'indice des salaires conventionnels pour employés du troisième trimestre (base 2010 = 100) conformément à la formule suivante : le nouveau montant est égal au montant de base multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ. Le résultat est arrondi à l'euro.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> indice des salaires conventionnels pour employés : l'indice établi par le Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale sur base du calcul de la moyenne du traitement des employés adultes du secteur privé tel qu'il est fixé par convention collective de travail;

2<sup>o</sup> montants de base : les montants en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2014;

3<sup>o</sup> nouvel indice : l'indice du troisième trimestre en base 2010 = 100 de l'année précédant l'indexation;

4<sup>o</sup> indice de départ : l'indice du troisième trimestre 2014 en base 2010 = 100. »

**Art. 6.** Dans le chapitre X du même arrêté, rétabli par l'article 4, il est inséré un article 37/1, rédigé comme suit :

« Art. 37/1. Le montant de rémunération prévu à l'article 15/1, alinéa 1<sup>er</sup>, point *b*), est adapté chaque année, le 1<sup>er</sup> janvier à l'indice des salaires conventionnels pour employés du troisième trimestre (base 2010 = 100) conformément à la formule suivante : le nouveau montant est égal au montant de base multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ multiplié par le coefficient de conversion. Le résultat est arrondi à l'euro.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> indice des salaires conventionnels pour employés, l'indice établi par le SPF Emploi, Travail et Concertation sociale sur base du calcul de la moyenne du traitement des employés adultes du secteur privé tel qu'il est fixé par convention collective de travail;

2<sup>o</sup> montant de base : montant en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2013;

3<sup>o</sup> nouvel indice : indice du troisième trimestre en base 2010 = 100 de l'année précédant l'indexation;

4<sup>o</sup> indice de départ : indice du troisième trimestre 2012 en base 1997 = 100;

5<sup>o</sup> coefficient de conversion = 0,750638. »

**Art. 7.** Dans le chapitre X du même arrêté, rétabli par l'article 4, il est inséré un article 37/2, rédigé comme suit :

« Art. 37/2. Les montants de rémunération visés à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 33<sup>o</sup>, à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> et 15<sup>o</sup>, et à l'article 15/1 du présent arrêté doivent constituer la contrepartie des prestations de travail effectuées et être connus, avec certitude, avant le début de l'occupation des travailleurs en Belgique. »

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 9.** La Ministre de l'Emploi est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 novembre 2014.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Mme E. TILLIEUX

—————  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/206948]

**6 NOVEMBER 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, artikelen 4, § 4, 7 en 8, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers;

Gelet op het advies van de adviesraad voor de tewerkstelling van buitenlandse werknemers nr. 1/2014, gegeven op 20 februari 2014;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-Economische Raad van Wallonië) nr. A 11.97, gegeven op 22 september 2014;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 1 september 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 4 september 2014;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten gewijzigd is om de harmonisatie van de statuten van arbeiders en bedienden die in het kader van het interprofessioneel akkoord is beslist, op te nemen;

Overwegende dat de wijzigingen aangebracht in de wet van 3 juli 1978 een impact hebben op de reglementering betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers;

Dat de opheffing van artikel 67 van de wet van 1978 immers een rechtvacuüm als gevolg heeft omdat er naar dit artikel wordt verwezen in de artikelen 2, eerste lid, 33<sup>o</sup>, 9, eerste lid, 6<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup>, 15<sup>o</sup> en 15/1, eerste 1, *b*) van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers;

Overwegende dat de federale regering na advies van de adviesraad voor de tewerkstelling van de buitenlandse werknemers van 20 februari 2014 een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van bovenvermeld koninklijk besluit van 9 juni 1999 heeft aangenomen om de wijziging van bovenvermelde wet van 3 juli 1978 op te nemen maar dat bedoeld voorontwerp op 2 juli 2014 bekrachtigd en afgekondigd is;

Overwegende dat de federale overheid op die datum voor de tewerkstelling van buitenlandse werknemers niet meer bevoegd was omdat het Gewest op 1 juli 2014 daarvoor bevoegd is geworden;

Overwegende dat het voor het Waalse Gewest en voor de betrokken ondernemingen absoluut noodzakelijk is dat het bedrag van de bezoldigingen van het hooggeschoolde personeel, met name van buitenlandse herkomst, bepaald wordt om de rechtszekerheid van de betrokken werknemers en van de ondernemingen die een aanvraag voor de arbeidsvergunningen betreffende dit personeel hebben ingediend, te bevoorrechten;

Gelet op het advies nr. 56.709/2 van de Raad van State, gegeven op 13 oktober 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 2, eerste lid, 33°, van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers worden de woorden "dan het in artikel 69 van voornoemde wet van 3 juli 1978 aangegeven bedrag, berekend en aangepast volgens artikel 131 van dezelfde wet" vervangen door de woorden "dan het bedrag van 65.771 euro, berekend en aangepast volgens artikel 37."

**Art. 2.** In artikel 9, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 februari 2003, 9 maart 2003, 12 september 2007, 23 december 2008 en 17 juli 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 6°, eerste zin, worden de woorden "het in artikel 67 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten aangegeven bedrag, berekend en aangepast volgens artikel 131 van dezelfde wet" vervangen door de woorden "het bedrag van 39.422 euro, berekend en aangepast volgens artikel 37;"

a) in 6°, laatste zin, worden de woorden "het in artikel 69 van de voormelde wet van 3 juli 1978 aangegeven bedrag, berekend en aangepast volgens artikel 131 van dezelfde wet" vervangen door de woorden "het bedrag van 65.771 euro, berekend en aangepast volgens artikel 37;"

c) in 7° worden de woorden "het in artikel 69 van dezelfde wet aangegeven bedrag. Het voornoemde bedrag is berekend en aangepast volgens artikel 131 van dezelfde wet;" vervangen door de woorden "het bedrag van 65.771 euro, berekend en aangepast volgens artikel 37;"

a) in 15° worden de woorden "het in artikel 65, § 2, eerste lid, van de voormelde wet van 3 juli 1978 aangegeven bedrag, berekend en aangepast volgens artikel 131 van dezelfde wet;" vervangen door de woorden "het bedrag van 32.886 euro, berekend en aangepast volgens artikel 37;"

**Art. 3.** In artikel 15/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 17 juli 2012 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 december 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt punt b) aangevuld met de volgende woorden : "berekend en aangepast volgens artikel 37/1";

2° de leden 3 en 4 worden opgeheven.

**Art. 4.** Hoofdstuk X van hetzelfde besluit, opgeheven bij het koninklijk besluit van 6 februari 2003, wordt opnieuw opgenomen als volgt :

"Hoofdstuk X. — Stelsel voor de aanpassing van de bezoldigingsbedragen".

**Art. 5.** Artikel 37 van hetzelfde besluit, opgeheven bij het koninklijk besluit van 6 februari 2003, wordt opnieuw opgenomen als volgt :

"Art. 37. De bezoldigingsbedragen bedoeld in de artikelen 2, eerste lid, 33°, 9, eerste lid, 6°,

7° en 15°, worden elk jaar op 1 januari aangepast aan het indexcijfer van de conventionele lonen voor bedienden voor het derde trimester (basis 2010 = 100) overeenkomstig de volgende formule : het nieuwe bedrag is gelijk aan het basisbedrag vermenigvuldigd met het nieuwe indexcijfer en gedeeld door het beginindexcijfer. Het resultaat wordt afgerond naar de gehele euro.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt verstaan onder :

1° indexcijfer van de conventionele lonen voor bedienden : het indexcijfer opgesteld door de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg op basis van het gemiddelde van de bediendenlonen voor volwassenen in de particuliere sector, zoals vastgelegd bij collectieve arbeidsovereenkomst;

2° basisbedragen : de bedragen van kracht op 1 januari 2014;

3° nieuw indexcijfer : index voor het derde kwartaal op basis 2010 = 100 van het jaar dat aan de indexering voorafgaat;

4° oorspronkelijke index: index van het derde kwartaal 2012 op basis 2010 = 100;

**Art. 6.** In hoofdstuk X van hetzelfde besluit, opnieuw opgenomen in artikel 4, wordt een artikel 37/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 37/1. Het bezoldigingsbedrag bedoeld in artikel 15/1, eerste lid, punt b) wordt elk jaar op 1 januari aangepast aan het indexcijfer van de conventionele lonen voor bedienden voor het derde trimester (basis 2010 = 100) overeenkomstig de volgende formule : het nieuwe bedrag is gelijk aan het basisbedrag vermenigvuldigd met het nieuwe indexcijfer en gedeeld door de omrekeningscoëfficiënt. Het resultaat wordt afgerond naar de gehele euro.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt verstaan onder :

1° indexcijfer van de conventionele lonen voor bedienden : het indexcijfer opgesteld door de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg op basis van het gemiddelde van de bediendenlonen voor volwassenen in de particuliere sector, zoals vastgelegd bij collectieve arbeidsovereenkomst;

2° basisbedrag : bedrag van kracht op 1 januari 2013;

3° nieuw indexcijfer : index voor het derde kwartaal op basis 2010 = 100 van het jaar dat aan de indexering voorafgaat;

4° oorspronkelijke index : index van het derde kwartaal 2012 op basis 1997 = 100;

5° omrekeningscoëfficiënt = 0,750638.

**Art. 7.** In hoofdstuk X van hetzelfde besluit, opnieuw opgenomen in artikel 4, wordt een artikel 37/2 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 37/2. De bezoldigingsbedragen bedoeld in artikel 2, eerste lid, 33°, in artikel 9, eerste lid, 6°, 7° en 15°, en in artikel 15/1 van dit besluit moeten de tegenwaarde zijn van de verrichte arbeidsprestaties en met zekerheid gekend zijn vóór het begin van de tewerkstelling van de werknemers in België.”

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

**Art. 9.** De Minister van Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 november 2014.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Mevr. E. TILLIEUX

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2014/31863]

**11 SEPTEMBER 2014.** — Besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de kabinetten van de leden van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie

Het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,

Gelet op artikel 135 van de Grondwet, gecoördineerd door de wet van 17 februari 1994;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, bij de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, bij de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de Gewesten en de Gemeenschappen en bij de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staats-hervorming;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, zoals gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, bij de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de Gewesten en de Gemeenschappen en bij de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staats-hervorming;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur en bij de bijzondere wet van 6 januari 2014 tot hervorming van de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, tot uitbreiding van de fiscale autonomie van de gewesten en tot financiering van de nieuwe bevoegdheden;

Gelet op bijlage B van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 5 juni 2008 betreffende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren en stagiairs van de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad, zoals gewijzigd door het besluit van 30 april 2009;

Gelet op het akkoord van de leden van het Verenigd College belast met de begroting;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën van 1 september 2014;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3;

### COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2014/31863]

**11 SEPTEMBRE 2014.** — Arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune déterminant la composition et le fonctionnement des cabinets des membres du Collège réuni de la Commission communautaire commune

Le Collège réuni de la Commission communautaire commune,

Vu l'article 135 de la Constitution, coordonnée par la loi du 17 février 1994;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux Régions et Communautés, et par la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'Etat;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, telle que modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux Régions et Communautés, et par la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'Etat;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat et par la loi spéciale du 6 janvier 2014 portant réforme du financement des communautés et des régions, élargissement de l'autonomie fiscale des régions et financement des nouvelles compétences;

Vu l'annexe B de l'arrêté du 5 juin 2008 du Collège réuni de la Commission communautaire commune portant le statut administratif et pécuniaire des fonctionnaires et stagiaires des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée par l'arrêté du 30 avril 2009;

Vu l'accord des membres du Collège réuni en charge du budget;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances du 1<sup>er</sup> septembre 2014;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3;